

le 25 juillet 2017

**Réponse de La Poste à la consultation publique de l'ARCEP sur les règles
d'allocation des coûts fixes de distribution selon la catégorie de poids-format**



Question 1 : selon vous est-il justifié de considérer la « remise » comme le seul poste de coût variable au sein d'une tournée mixte ? Selon vous les postes de coûts identifiés au sein d'une tournée mixte sont-ils pertinents ? Le cas échéant, quelle autre analyse économique proposeriez-vous ?

Les travaux extérieurs se décomposent en quatre sous-processus de coûts qui sont modélisés dans le modèle de distribution de La Poste : haut le pied, parcours actif, arrêt et remise. Aujourd'hui, seule la remise est considérée comme étant un sous-processus variable à court terme, c'est-à-dire que le temps passé par le facteur à remettre une lettre ou un colis (en boîte aux lettres ou en main propre) diminue lorsque le nombre de lettres ou colis diminue.

La question peut se poser pour les autres sous-processus identifiés, et ce d'autant plus que La Poste entreprend des efforts constants dans le but de variabiliser ses coûts fixes pour s'adapter à la baisse des flux. Des travaux sur la variabilité de l'arrêt (la baisse des flux atteindrait un tel niveau que certains arrêts pourraient être évités) pourraient être engagés. La Poste et l'ARCEP pourront aborder cette question et établir un programme de travail dans un futur proche

Question 2 : quels commentaires appelle de votre part cette modélisation ? Le cas échéant, quels travaux ou références académiques proposeriez-vous pour modéliser l'économie de la distribution ?

La Poste estime que cette modélisation de la distribution s'appuie sur les meilleures références théoriques et ne comporte pas d'anomalies. Elle considère que cette modélisation, qui relève de ses processus internes, ne saurait être remise en question.

En outre, les équipes chargées de cette modélisation se tiennent proches des équipes opérationnelles chargées de piloter la distribution afin que les zones de distribution modélisées prennent en compte les réorganisations des tournées. Ainsi, les déterminants des zones de tournées correspondent à ceux des équipes techniques/opérationnelles chargées de piloter la distribution.

La Poste reste néanmoins ouverte à exposer à nouveau à l'Autorité les déterminants des zones et des modes de distribution, et à réaliser des tests de sensibilité.

Question 3 : quels sont vos commentaires sur cette analyse ?

Question 4 : la nouvelle règle d'allocation suit une logique de coût incrémental. Estimez-vous cette nouvelle formulation soit appropriée ? Identifiez-vous un biais particulier ?

La Poste partage le constat de l'Autorité selon lequel l'accélération de la baisse des volumes remet progressivement en cause la méthode du coût de fourniture isolée pour calculer l'impact du format dans l'allocation du coût fixe de distribution, qui plus est lorsque cet impact est différencié selon le niveau d'urgence. L'augmentation du nombre de tournées motorisées, pour lesquelles l'impact du format joue un moindre rôle,



LE GROUPE LA POSTE

confirme cette analyse. La méthode basée sur les coûts de fourniture isolée, si elle était opérante jusqu'à présent, peut raisonnablement être remise en cause avec l'accélération de la baisse des volumes.

L'Autorité, sur la base des simulations réalisées par La Poste, envisage de valoriser le poids et le format des objets lors de la distribution selon une méthode incrémentale. Cela signifie que l'impact du format serait minimisé car ce serait l'allongement des tournées qui serait à l'origine de l'utilisation d'un véhicule motorisé et non le format des objets. La Poste partage cette analyse mais émet une réserve.

Le modèle utilisé par La Poste pour calculer le surcoût des objets grands formats et encombrants tend à minimiser ce surcoût. Le principe de calcul du surcoût de l'ARCEP revient à comparer deux situations : une situation où l'ensemble des objets distribués seraient des objets petits formats et une situation où les formats réels seraient injectés. La modélisation de La Poste ne permet de proposer qu'un unique mode distribution optimal selon le format des objets distribués (soit piéton, soit vélo, soit motorisé...). Ainsi, lorsque la modélisation préconise un mode distribution motorisé, elle ne fait pas ressortir que, dans la réalité, certaines tournées sont toutefois réalisées par des facteurs piétons ou à vélo (dans les villages proches du centre de distribution par exemple). Dès lors, lorsque la modélisation de La Poste préconise un mode de distribution motorisé, l'injection des formats réels ne change pas le mode de distribution alors que dans la réalité les tournées piétons / vélos (pour les villages proches du centre de distribution) pourraient devenir motorisées du fait de l'injection de ces formats. Ce surcoût n'étant pas pris en compte dans la modélisation de La Poste, il n'est pas retranscrit dans les index poids/format calculés par l'Autorité. Bien que consciente du fait que le surcoût est minimisé, La Poste ne peut proposer d'estimation fiable de cette minimisation. Les quelques simulations réalisées tendent à montrer que les résultats dégagés par l'Autorité ne seraient pas significativement modifiés.

Question 5 : pensez-vous qu'il soit justifié de prévoir un mécanisme transitoire ? La durée de cette période transitoire vous paraît-elle suffisante ?

Dans la mesure où la modification des règles d'allocation des coûts fixes à la distribution viendrait significativement affecter les coûts des objets distribués par La Poste, et dans la mesure où La Poste a l'obligation d'orienter ses tarifs sur les coûts, La Poste estime qu'une période transitoire est nécessaire. Une période de deux ans serait suffisante pour réaliser cette adaptation.

Question 6 : ce dispositif de suivi appelle-t-il des commentaires de votre part ?

La Poste sera en mesure de fournir, de manière transitoire, les informations demandées par l'Autorité : volumes des objets selon leur format, coûts théoriques de distribution avec les formats réels, coûts théoriques en injectant 100 % d'objets petits formats, puis intégration séquentiellement des objets grands formats et encombrants. Elle pourra également fournir des résultats pro forma de la comptabilité réglementaire en 2016 et 2017 afin de permettre les calculs d'impact, malgré la charge de travail supplémentaire occasionnée par ces calculs.



LE GROUPE LA POSTE

Concernant l'intégration du modèle théorique de distribution au référentiel de la comptabilité réglementaire, La Poste tient à souligner qu'elle a déjà fait des présentations très détaillées de ce modèle à l'Autorité. L'intégration des principes de cette modélisation à ce référentiel entraînerait une augmentation de la durée de l'audit des comptes réglementaires. La Poste et l'ARCEP devront donc veiller à ce que cette intégration ne rallonge pas la durée de production des comptes réglementaires.

Question 7 : ce projet de dispositif vous paraît-il traduire correctement les règles d'allocation décrites en 4.3 ? Quelles suggestions ou compléments de rédaction proposeriez-vous ?

La Poste ne souhaite pas proposer de suggestions ou compléments de rédaction supplémentaires.